

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 28/015/2003 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 344/03 (AMR 28/014/2003 du 24 novembre 2003)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITIONS » PRÉSUMÉES

ÉQUATEUR

Jhonny Elías Gómez Balda (h)  
César Augusto Mata Valenzuela (h)

deux nouvelles personnes menacées :

Edwin Daniel Vivar Palma (h)  
Seidi Natalia Vélez Falcón (f)

Londres, le 26 novembre 2003

Selon les informations recueillies, la police a arrêté Jhonny Elías Gómez Balda et César Augusto Mata Valenzuela le 19 novembre à la suite du cambriolage d'une pharmacie dans la ville de Guayaquil. Un troisième homme, du nom d'Edwin Daniel Vivar Palma, aurait également été appréhendé dans le cadre de la même affaire. On ignore où ils se trouvent et Amnesty International craint pour leur sécurité.

La police a confirmé que Seidi Natalia Vélez Falcón, la nièce d'Edwin Daniel Vivar Palma, était en garde à vue dans un poste de police de Guayaquil dans le cadre de cette affaire. Il ne lui est pas permis de consulter un avocat et on ignore si elle a été inculpée. Amnesty International est inquiète pour sa sécurité.

Le 19 novembre, Edwin Daniel Vivar Palma aurait appelé son épouse, Mireya Vélez Falcones, depuis son téléphone portable ; il lui aurait déclaré : « *Je suis détenu, j'ai de gros ennuis, sauve Seidi, occupe-toi de mon fils, ils vont m'enlever le portable.* »

La police de Guayaquil a nié détenir Edwin Daniel Vivar Palma, Jhonny Elías Gómez Balda et César Augusto Mata Valenzuela, et l'on peut craindre que ces trois hommes n'aient « disparu ». Jhonny Elías Gómez Balda et César Augusto Mata Valenzuela avaient tous deux téléphoné à leurs proches peu de temps après leur interpellation, le 19 novembre, pour les prévenir qu'ils étaient détenus au siège de la police judiciaire (*Cuartel de la Policía Judicial*) à Guayaquil.

Selon l'épouse d'Edwin Daniel Vivar Palma, lorsque celui-ci a été arrêté, il allait rejoindre Seidi Natalia Vélez Falcón pour l'aider à trouver un emploi.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité d'Edwin Daniel Vivar Palma et de Seidi Natalia Vélez Falcón, qui auraient été arrêtés par des policiers le 19 novembre 2003 dans la ville de Guayaquil (province de Guayas) ;

– demandez aux autorités de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour déterminer ce qu'il est advenu d'Edwin Daniel Vivar Palma, de Jhonny Elías Gómez Balda et de César Augusto Mata Valenzuela, qui n'ont pas été vus depuis le 19 novembre ;

– exhortez les autorités à permettre sans délai à Seidi Natalia Vélez Falcón de consulter un avocat, de recevoir la visite de ses proches et de bénéficier des soins médicaux dont elle pourrait avoir besoin, et demandez-leur de veiller à ce quelle soit traitée avec humanité pendant sa garde à vue, et notamment à ce qu'elle ne soit pas soumise à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements ;

– demandez instamment que Seidi Natalia Vélez Falcón soit immédiatement libérée, à moins qu'elle ne soit inculpée d'une infraction prévue par la loi ;

– si Edwin Daniel Vivar Palma, Jhonny Elías Gómez Balda et César Augusto Mata Valenzuela sont en garde à vue, priez les autorités de veiller à ce qu'ils soient traités avec humanité et à ce qu'ils ne soient pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements ;

– appelez les autorités à permettre sans délai à ces trois hommes de recevoir la visite de leurs proches, de s'entretenir avec des avocats et de bénéficier des soins médicaux éventuellement requis par leur état de santé ;

– engagez les autorités équatoriennes à les libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur et de la Police :**

Dr. Felipe Mantilla Huerta  
Ministro de Gobierno, Policía, Justicia, Cultos y  
Municipalidades  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 258 0067

**Télégrammes :** Ministerio de Gobierno, Quito, Équateur

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Procureure générale :**

Dra. Mariana Yépez de Velasco  
Ministra Fiscal General del Estado  
Fiscalía General del Estado  
Av. Eloy Alfaro N 32-240 y República  
Quito, Équateur

**Télégrammes :** Ministra Fiscal General del Estado, Quito,  
Équateur

**Fax :** +593 2 255 9447 (merci de vous montrer persévérant ;  
si un correspondant décroche, veuillez dire : « *tono de fax,*  
*por favor* »)

**Formule d'appel :** *Sra. Ministra Fiscal General*, / Madame la  
Procureure générale,

**Chef de la police nationale :**

Lcdo. Jorge Poveda Zúñiga  
Comandante General de la Policía Nacional  
Ramírez Dávalos 612 y Av. 10 de Agosto  
Quito, Équateur

**Télégrammes :** Comandante General de la Policía Nacional, Quito, Équateur

**Fax :** +593 2 250 6066

**Formule d'appel :** *Sr. Comandante General*, / Monsieur,

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos (CPDH)  
Quisquis 1207 y Esmeraldas  
4° Piso, Oficina 403  
Guayaquil, Équateur

**Courriels :** [cdhgve@telconet.net](mailto:cdhgve@telconet.net)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 7 JANVIER 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*